

le cerquielice

Un week-end pour la ville habitée

La *ville habitée*, un projet élaboré par quatre associations (Planète en danger, Droit au logement 31, Ras l'front 31, Lucette Omnibus) autour de quatre axes indissociables : l'art et culture, lieu associatif, logement, lieu de parole..

Projet global autour duquel se sont retrouvées une trentaine d'associations. Projet qui revendique "un espace d'expression, de création" et qui se matérialise par l'occupation d'un lieu où "citoyens, artistes, militants seront ensemble pour explorer les possibles".

Contre la ville marchande où l'espace est compté, cadré, structuré, monnayé, la *ville habitée* se voulait l'expérience "d'une ville à vivre où chacun aurait sa place et de la place" ; "un toit pour tous, des ateliers pour artistes, des locaux pour les associations, des lieux publics détachés des intérêts marchands."

Contre la ville froide, inhumaine, "une *ville habitée* mais des personnes habitant, vivant, parlant". L'espace et la parole : deux priorités de la *ville habitée*.

UNE EXPÉRIENCE AVORTÉE

Les objectifs affichés, qui ont mobilisé des énergies pendant plusieurs mois, étaient-ils seulement le résultat de compromis ou étaient-ils inconciliables ?

Est-ce que l'expérience aurait pu fonctionner si l'Etat avait laissé l'occupation de l'hôtel St-Jean se poursuivre au-delà du premier jour ?

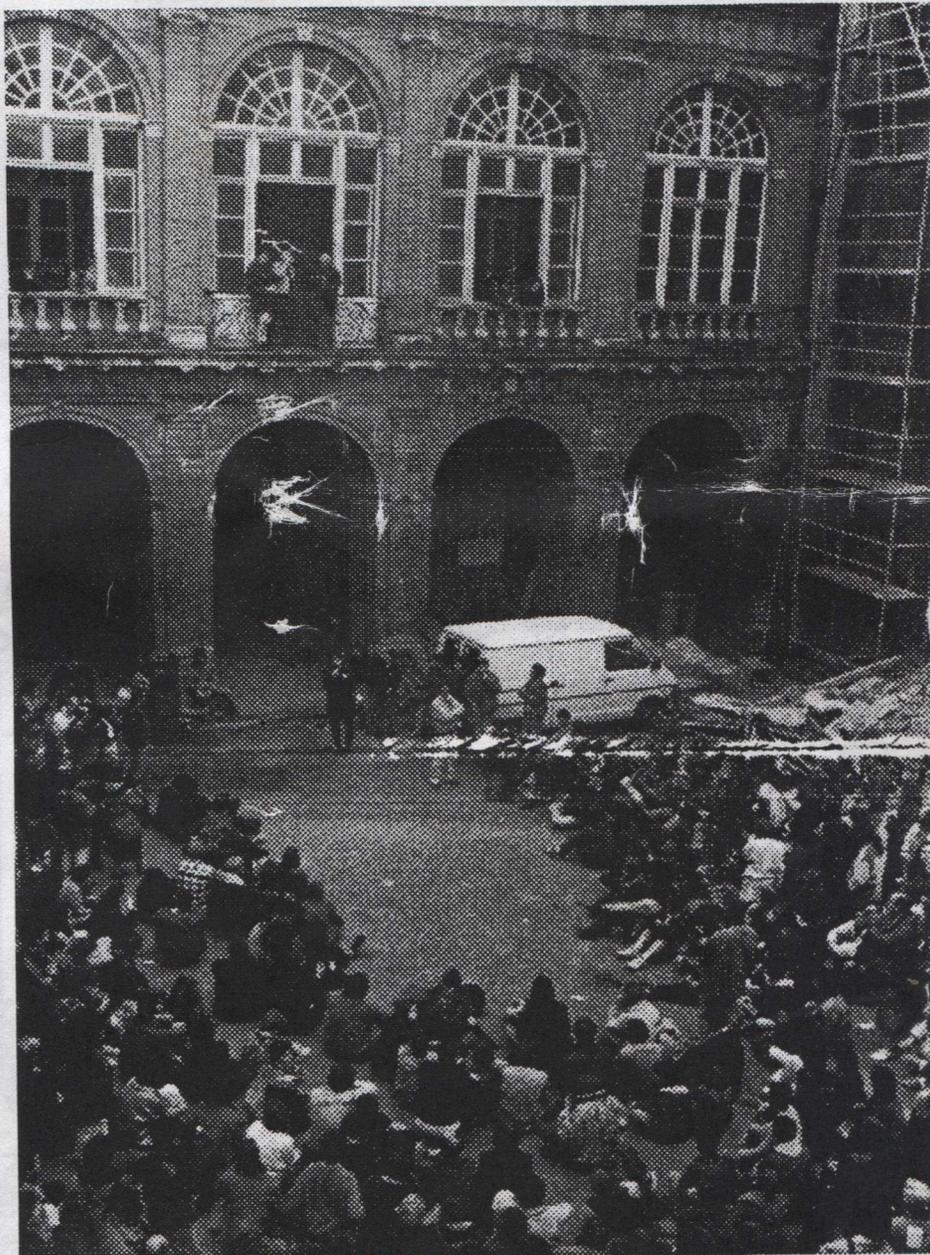
La mobilisation qui a suivi l'expulsion de l'immeuble le dimanche a démontré que ce projet correspondait à un besoin, une nécessité.

L'individu n'est pas qu'un être de consommation, il a aussi – et surtout – le désir d'échanger... des idées, des expériences, des rêves ; le besoin de créer, l'envie d'agir.

Les frustrations qui ont suivi, les rancœurs qui se sont manifestées, sont à la hauteur des espoirs mis dans ce projet.

Suite en page 2

Voir également en pages centrales



ÉLECTIONS

" Tu dis que si les élections / Ça changerait vraiment la vie / Y a bout d'temps, mon colon / Qu'voter ça s'rait interdit !" Renaud (C'est quand qu'on va où ?)

UN PROJET ÉCLATÉ

Et pourtant, on pouvait peut-être imaginer, dès le départ, les quelques pièges qui allaient faire éclater le projet de la *ville habitée*.

Tout d'abord, le lieu choisi. Un lieu merveilleux pour le projet : l'espace, la configuration, la situation et aussi la beauté, pourquoi pas ? Mais un lieu appartenant à l'Etat, où la Caisse des Dépôts avait entreposé des archives, un lieu classé, destiné à la DRAC... autant d'éléments déterminants pour que le projet capote.

Ensuite, la coexistence de revendications différentes : les unes très structurées, le logement, les autres très floues : l'expression, la parole, l'espace, la liberté.

Comment douter que "le droit au logement" ne prenne le pas sur toutes les autres surtout lorsque la médiatisation est sollicitée et ceci dans une perspective électorale où la question des sans-abri et du logement social est posée à tous les candidats.

Les médias savent parler du logement, les pouvoirs publics trouver des solutions... mais comment exprimer et répondre au désir et besoin d'espace, de rencontres, d'échanges, d'expression et de création dans une société où la part du rêve est coincée entre les déficits publics et le cours du dollar, où "la pensée unique" est si peu contestée ?

Enfin, des pratiques, des fonctionnements trop différents. Entre le militant très organisé, qui sait structurer un débat, mener une manifestation, orienter une discussion, le prophète qui fait rêver, qui a plein de projets, et l'individu qui voudrait bien exister même s'il n'est pas dans une organisation ou une association, les relations ne sont pas faciles, pas évidentes. Au départ du projet, il aurait peut-être été intéressant de consacrer du temps au mode d'organisation, à la fois dans la préparation de l'action et dans la gestion du lieu (comment on débat, comment se prennent les décisions) pour éviter les dérapages, les prises de pouvoir, le détournement d'objectifs.

Puisque détournement il y a eu... la question du logement étant placée au centre du projet de la *ville habitée* dès le premier jour d'occupation avec l'intervention des représentants nationaux du DAL : le professeur Schwartzberg, maître Breteau et Babar. Chacun d'entre eux prenant la parole sur la question du logement dans la cour de l'hôtel. Aucun autre débat n'aura lieu en AG ce premier jour alors que tous ceux qui ont participé le matin à l'occupation n'attendaient que ça.

Et le lendemain, avec l'intervention des CRS, l'interprétation des médias a réduit le projet de la *ville habitée* à : "les CRS contre les sans-logis" ou encore "A Toulouse, les CRS martèlent : un toit ce n'est pas un droit"... toujours le logement.

Pas étonnant qu'à l'assemblée générale qui a suivi le lundi 20 mars, des déchirures se sont exprimées aussi violemment. Ce projet, manifestement, n'était pas porté collectivement, chacun se sentant concerné par un des axes et non par la globalité. La ville habitée : une véritable auberge espagnole, chacun venait chercher ce qu'il amenait.

ET MAINTENANT !...

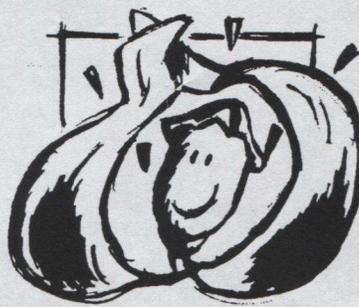
Des rencontres se poursuivent où le bilan côtoie le futur mais dont sont absentes certaines associations (le DAL en particulier).

Le projet *ville habitée* peut-il émerger une nouvelle fois ? A la lumière de l'expérience précédente, il vaudrait mieux dissocier la question du logement qui a sa légitimité propre, son organisation nationale, son influence particulière et ses relais médiatiques.

La *ville habitée* n'est peut-être pas obligée d'occuper des locaux pour revendiquer, à Toulouse, un lieu pour les associations, pour les artistes, un lieu pour les rencontres et les échanges, un lieu pour des manifestations culturelles et artistiques ; "un lieu de rencontre et d'utopie où citoyens, artistes, militants associatifs exploreraient les possibles."

Mais s'il vaut mieux ancrer dans les faits ces revendications, alors il faut occuper un immeuble municipal. C'est bien la mairie en effet qui sélectionne les associations ou les artistes qui peuvent bénéficier de locaux et/ou de subventions.

Emma



On a gâ-gné!

la ville habitée... un projet subversif ?

Après Paris, des occupations d'immeubles, dans des villes de province se sont multipliées (Amiens, Bordeaux, Etampes, Grenoble, Lyon, Marseille) pour revendiquer le droit au logement.

Ces occupations n'ont pas entraîné l'intervention des forces de l'ordre comme à Toulouse.

La revendication du droit au logement est finalement admise sinon reconnue. Par contre, revendiquer un lieu de parole et d'expression est dérangeant, le préfet Bidou l'a reconnu en précisant : "l'occupation était illégale. Il ne fallait pas laisser s'installer cette situation, car je me suis rendu compte que la question du logement n'était plus seule en cause... l'intervention était donc justifiée, tout comme les trois unités de CRS qui ont été appelées."

On ne peut être plus clair.

- Toulouse, c'est toujours :
- 21 000 logements vides dans l'agglomération toulousaine (Insee 90)
 - 8 136 demandes de logements HLM non satisfaites.
 - un quart des demandes est liée à l'inadaptation des logements (souvent trop petits).
 - moins de 5 % des logements HLM sont au centre ville

Directeur de publication : Patrick Leclerc
 Equipe de rédaction : Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Roxehyrie Serra.
 Prix du numéro : 5 F
 Abonnement : 5 numéros : 25 F
 Abonnement de soutien : 100 F F
 Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex
 Commission paritaire : 780/95
 Ont été mis à contribution pour ce numéro : Patrick, Caliou Historique, Roberto Vaporatto, Emma, Les Rosemary & Babes, Paul Dunord, El Del Sud, Euzébe Dessaint. Photos de Marc Dessins de P. Rouault
 Imprimerie spéciale - Le coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 25 F
- soutien : 100 F



Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex

Nom :

Prénom :

Adresse :

Démunis si pâles

Il n'est nul besoin d'un sondage d'opinion pour connaître d'avance le résultat des élections municipales à Toulouse. Baudis occupera le devant de la scène, pas vraiment contesté malgré la privatisation du service des eaux, la prolifération des parkings privés, les difficultés de circulation, les boutiques qui ferment dans le centre ville, les commerces qui meurent dans les quartiers, les banlieues qui se getthoïsent, le chômage qui atteint la moyenne nationale. Tout ça n'est pas très grave puisque Toulouse est une belle ville, propre, fleurie, avec des belles places et des fontaines, un orchestre national, un métro tout neuf, une image de ville moderne, aux industries de pointe... tout cela flatte l'égo des nouvelles bourgeoisies, les autres, les prolos, les petits employés, les sans-grade, eux, habitent autour de Toulouse dans des lotissements, entassés comme dans les HLM, mais c'est leur maison, leur petit jardin, leur chien... et ils votent encore à gauche, enfin pour le PS... jusqu'à quand ? Attendons les résultats.

Gauche, droite, aux municipales, est-ce qu'il y a une différence ? S'il y en a une, dites-la moi, je ne l'ai pas trouvée : partout des panneaux et des aubris Decaux, partout des parcmètres pour faire pisser les voitures, nulle part une politique de transports publics gratuits et d'interdiction des voitures en ville, partout quelques rues piétonnes, partout les bistrotts qui disparaissent, partout des grandes surfaces, partout des entrées de ville à dégueuler (voir l'extrait du bouquin de Ph. Val p. 14).

Partout des privatisations soit de l'eau, soit des cantines..., nulle part des conseils municipaux de quartier, partout un manque de salles, de lieux pour se réunir, pour discuter, échanger...

CE N'EST PAS EN FRÉQUENTANT LES ALLÉES DU POUVOIR...

Et pourtant, les élections municipales ont un attrait pour certains militants... irrésistible.

Certains vont carrément chez Baudis... Je ne citerai pas de noms mais ils viennent du PC, ont fait un détour chez les rénovateurs... où sont-ils maintenant ? Difficile à dire. Entre la motivation illusoire du "je pourrais faire quelque chose pour..." ou "j'aurais les moyens de...", malhonnêteté ou leurre, faut-il choisir ? et l'intérêt personnel bien compris (intérêt économique ou attrait pour le pouvoir).

Ceux-là vont grossir les rangs des gens de gôôche qui sont allés conforter l'équipe de Baudis. Et il y a aussi Llabres, un parti politique à lui tout seul, qui cherche désespérément à monter sa propre liste avant d'aboutir, en cas d'échec, chez Baudis qui l'accueillera les bras ouverts.

Puis il y a une bande de jeunes et ils parlent d'une liste "explosive" et en même temps, ils cherchent des soutiens... on a du mal à comprendre. Ce que l'on sait, c'est que les noms seront très colorés, ce qui n'est pas pour nous déplaire, mais ce n'est pas suffisant. Liste de témoignage, de revendications,

attendons de connaître la composition de leur liste et le contenu de leur discours pour porter un jugement.

A gauche, vous avez PC-PS-Radical, est-ce



PERMANENT DU SPECTACLE

possible ? Mais oui..., avec quelques trotskistes reconvertis au PS, des vraiment à gauche, des antiracistes qui croient qu'avec la gauche c'est mieux ; comme si ce n'était pas le pouvoir socialiste qui a préparé le terrain des lois Pasqua, comme si ce n'était pas Lionel Jospin qui dit que tout n'est pas

mauvais dans les lois Pasqua. Eh oui !, faut pas rêver : Schengen, ça existe et la gauche n'est pas vraiment contre, d'ailleurs c'est un gouvernement de gauche qui a signé ces accords. Chacun chez soi ou chacun sa merde la solidarité n'est plus ce qu'elle était chez le peuple de gauche, faut d'abord s'occuper de nos pauvres.

QU'ON DÉVELOPPE LES CONTRE-POUVOIRS.

Et puis, il y a ceux qui s'appellent alternatifs : les Verts, l'Arc, la LCR, ADS : très sympathiques, mais on pourrait leur poser cette question : vous ne comptez pas faire comme le PC aux élections présidentielles, vous proclamer les représentants des mouvements de luttes sociales ?... Ce n'est pas parce que certains de vos militants se retrouvent au DAL, à AC, à Rasl'Front, à la Ville habitée... que vous devez vous sentir investis d'un mandat. Faut pas confondre !

Ce ne sont pas ces associations, ces mouvements qui vous ont mandatés pour les représenter... c'est clair. Car ils savent bien que des porte-parole au Conseil municipal, ça n'a jamais fait aboutir des revendications.

C'est bien par leurs actions que ces mouvements

ont obtenu par exemple la gratuité des transports pour les chômeurs. Et ce ne sont pas quelques élus au Conseil municipal qui changeront les choses, à part pour quelques-uns qui seront "Monsieur le Conseiller Municipal", ça fait bien sur la carte de visite. Mais ce n'est pas efficace et surtout il y a un risque, celui de phagocytter les actions, confisquer les initiatives, détourner les objectifs, revendiquer les résultats. Ne confisquez pas la parole et l'action des citoyens, camarades.

Vous maîtrisez déjà un certain nombre d'associations, vous êtes pour certains leurs représentants... En allant au Conseil municipal, la boucle est bouclée ; vous vous exprimez à vous-mêmes vos revendications. Bel exemple de démocratie détournée . Et ne répondez pas qu'en étant au Conseil municipal, même minoritaires, vous pourrez, en connaissant les dossiers les mettre sur la place publique. Depuis quand la transparence tant revendiquée est-elle mise en pratique ? Vous ne connaîtrez des dossiers que ce qu'on voudra bien vous montrer... pour le reste, il faudra innover.

Et ce n'est pas votre présence au Conseil municipal qui

fera évoluer les projets, modifier les décisions... vous aurez la satisfaction de parler pour le peuple, pour la presse et la télé mais la démocratie n'y aura rien gagné.

Emma

Femmes algériennes et violence politique

La situation des femmes qui revendiquent l'égalité des droits entre les hommes et les femmes a, depuis la guerre d'indépendance, été synonyme de lutte acharnée en Algérie. Aujourd'hui, elle se lie davantage chaque jour à la mort.

Ce texte est l'intervention de Baya Benyabia à l'occasion de la réunion organisée par AYDA pour la journée internationale des femmes.

Contrairement à l'Égypte ou à la Tunisie, qui connurent l'une et l'autre une pensée féministe à partir des années vingt ou trente, l'Algérie n'a connu aucune lutte féministe avant la période coloniale. Les femmes ont toujours organisé leurs luttes dans le cadre de la survie du clan ou de la tribu, de la protection de leur famille ou de leur groupe, du combat contre les invasions successives. Là aussi se trouve le justificatif ultime de l'utilisation des femmes dans la tradition rempart et surtout de l'adhésion d'une majorité d'entre elles à un rôle de gardiennes des traditions. Car le refus de tout changement, notamment en ce qui concerne le statut personnel, fut aussi une forme de résistance.

LES FEMMES DANS LA GUERRE DE LIBÉRATION

La stratégie de pénétration coloniale tenta d'utiliser, à plusieurs reprises, les femmes contre la guerre de libération et l'idéologie nationaliste, sans d'ailleurs beaucoup de succès. Elle laissa pourtant des traces indélébiles dans la mémoire collective, d'où les termes de "laïco-assimilationnistes" ou de "Hezb França" (1) utilisés pour désigner les démocrates dans l'histoire récente de l'Algérie, mais aussi la dépossession des femmes du droit d'affirmer leur identité propre ou de réclamer leurs droits élémentaires. Pour Ben Badis (2), autant que pour le PPA et le MTLD (3), la religion est étroitement intégrée à la lutte politique. Même le Parti communiste algérien, qui prône l'égalité des sexes, le fait dans le cadre étroit de la stricte participation des femmes aux actions sociales, notamment en milieu rural, sans aucune référence féministe.

Au lendemain des événements de Sétif (4), en 1945, Mamia Chentouf et Nefissa Hamoud créent l'Union des femmes musulmanes d'Algérie pour soutenir les victimes de la répression et préparer les femmes à s'associer à la lutte nationale.

Les femmes rompent avec le milieu familial et la tradition lors de la guerre de libération (11 000 femmes sont dénombrées sur environ 340 000 combattants). Leur présence au front est largement exploitée par la propagande du FLN. Mais dès 1956, le congrès de la Soummam canalise l'activité des femmes "dans les limites raisonnables et respectueuses de la tradition" (aide aux familles, renseignements, liaisons, refuge, etc.). Elles subissent un paternalisme parfois insupportable. En 1958,

lorsque certaines commencèrent à revendiquer l'égalité de traitement et à dénoncer leur mise à l'écart des responsabilités, le FLN décida de les évacuer aux frontières pour "les protéger devant l'intensification de la guerre". Ont-elles été évacuées parce qu'en danger ou parce que dangereuses ? En Tunisie enfermées, cloîtrées, elles mènent une grève de la faim pour être autorisées à poursuivre leurs études, à apprendre un métier. Le Parti s'était fait le dépositaire du pouvoir patriarcal.

La guérilla urbaine continua d'utiliser les femmes, notamment à Alger, parce qu'elles pouvaient passer inaperçues. Mais elles avaient été exclues des maquis. Il n'y avait aucune femme dans les instances politiques ou militaires du FLN. Les femmes espéraient, attendaient l'indépendance, croyant voir enfin se réaliser leurs rêves d'égalité et de liberté, tant elles étaient convaincues que leurs frères de combat ne pouvaient les trahir.



La guerre civile fait rage en Algérie. Prises dans l'étau entre le pouvoir et le FIS, les voix démocrates tentent tant bien que mal de se faire entendre. Ce texte a été publié avec l'accord de Baya Benyabia dans le numéro 19 de Débattre, revue de réflexion et de débat de l'Alternative Libertaire, avril 1995.

LES FEMMES ET LE "SOCIALISME SPÉCIFIQUE"

La constitution de 1963 affirme dans son article 12 "tous les citoyens des deux sexes sont égaux en droits et en devoirs". Neuf femmes sont élues au premier Parlement sur un total de 194 députés (4,6%). Sous prétexte de décolonisation du droit familial, les traditionalistes réclament le retour à la Chariâ (5). L'Assemblée maintient les lois "coloniales" de 1959, "en attendant une refonte de la législation".

Les seules organisations autorisées sont les "organisations de masse du Parti". Pour les femmes, c'est l'UNFA (Union nationale des femmes algériennes), qui, de démissions en exclusions, fut peu à peu décérébrée. Pourtant, en mars 1965, elles sont plusieurs centaines, mobilisées par les militantes de l'UNFA, à manifester pour l'égalité des droits, déclenchant l'hostilité de la société masculine. Dès 1966, le Parlement propose un projet de code rétrograde ; le gouvernement de Boumediène recule face à l'opposition des femmes. Mais il crée alors un Conseil supérieur islamique, dont le rôle serait "de constituer un fer de lance de la culture islamique de créer un moyen de défense sur le plan idéologique contre les atteintes de l'étranger". L'Algérie est bâillonnée. A chaque revendication s'oppose une société misogyne, dissimulée derrière des arguments patriotico-religieux.

En 1973, un nouveau projet de code de la famille circule. Le 5 juillet 1973, une loi abroge toute législation antérieure et "en l'absence d'une disposition légale, le juge se prononce sur les principes du droit musulman et à défaut sur les coutumes". Le sort des femmes est alors livré à l'interprétation arbitraire et décisive du juge.

En 1976, la Charte nationale, plébiscitée, stipule que "tous les droits politiques, économiques, sociaux et culturels de la femme algérienne sont garantis par la Constitution" mais précise aussi que

"L'émancipation des femmes n'implique pas l'abandon de l'éthique musulmane dont le peuple est fortement imprégné."

L'ambiguïté et les contradictions de l'Etat sont de plus en plus évidentes, concernant de nombreux domaines, dont notamment les droits des femmes et l'éducation. Le projet de Code est encore relancé après la mort de Boumediène.

La réflexion sur la place des femmes dans la société algérienne est ébauchée à partir de 1980, dans les milieux universitaires féminins. En 1981, l'interdiction par la police aux frontières à toute femme non accompagnée d'un tuteur de quitter le territoire algérien marquera les débuts du féminisme en Algérie, par la naissance du premier comité indépendant de femmes à Alger, puis d'un second à Oran et surtout la manifestation du 5 février 1981, où "pour la première fois les femmes se sont donné une structure politique autonome et non clandestine" (R. Abdelkrim Chikh), regroupant des femmes travailleuses, des universitaires et surtout des moudjahidates. (6)

Les manifestations, les pétitions organisées en septembre 1981 contre un nouvel avant-projet de Code sont surtout spectaculaires par leur caractère hautement subversif. Bravant l'interdit légal, les femmes sont les premières à se réapproprier la rue. Interpellations, arrestations, violences et brutalités de la police nationale deviennent soudain visibles, alors qu'elles s'exerçaient jusqu'alors dans l'ombre à l'encontre d'opposants clandestins, publiquement condamnés au nom de l'unité nationale. Pis encore, les moudjahidates elles-mêmes sont malmenées, humiliées par leurs anciens compagnons de combat... au pouvoir. Une lettre ouverte est adressée au président Chadli. Une pétition revendiquant des amendements au texte recueille 10 000 signatures. Le barreau d'Alger fait pression sur le gouvernement. En janvier 1982, le projet est de nouveau retiré. Un débat est envisagé. Il n'aura jamais lieu !

Dans les mois qui suivent, le mouvement berbère est fortement réprimé. Le pouvoir s'appuie sur les islamistes contre l'opposition démocratique. Il inaugure l'Université des sciences islamiques et des Instituts de théologie et de formation d'imams. Au début de l'année 1984, 385 personnes des milieux progressistes, féministes (dont trois femmes du comité d'action contre le Code) ou trotskistes sont arrêtées. Le Code de la famille est publié au Journal officiel le 9 juin 1984.

Il aura fallu 22 ans au pouvoir algérien pour consacrer la prééminence de l'homme sur la femme et celle de la loi religieuse sur le droit. Vingt-deux ans pour agenouiller les Algériennes et fragiliser, à travers elles, l'ensemble de la société, tout en présentant le Code inique comme "un moyen de renforcer le rôle de la femme algérienne pour lui permettre d'apporter sa contribution efficace à l'édification..." (de la Nation)".

Ce code, en contradiction avec la Constitution et les accords internationaux paraphés par l'Algérie, légalise la sous-citoyenneté féminine, le deuxième collègue du "nouveau pouvoir colonial".

LES FEMMES ALGÉRIENNES FACE À L'INTÉGRISME

Après octobre 1988, les associations féminines fleurissent, rassemblant des femmes actives des

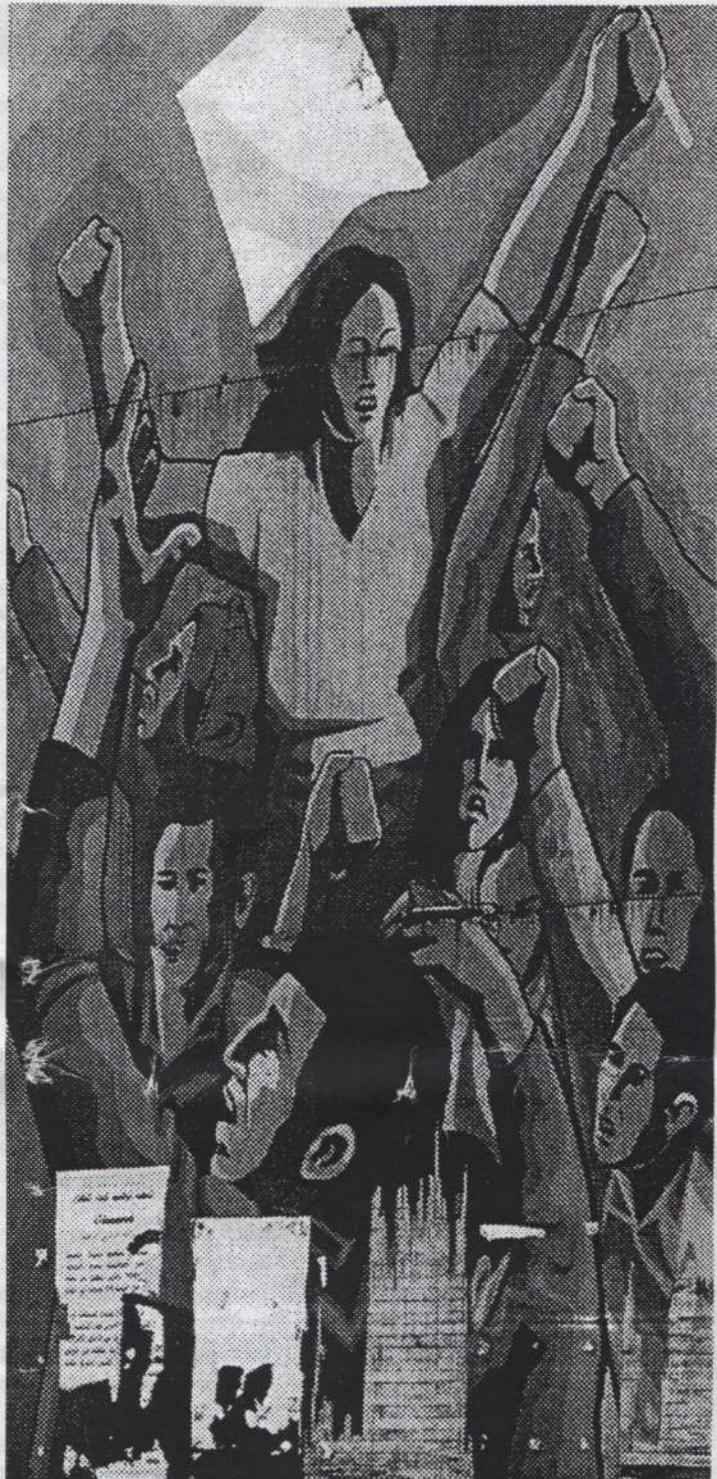
classes moyennes, de trente à quarante ans, souvent issues de la gauche ou de l'extrême gauche, rompues à un exercice politique difficile et périlleux, jusqu'alors clandestin. L'influence des partis politiques sur ces associations, bien que forte au début, va progressivement diminuer, du fait de leur manque de solidarité et d'engagement pour la défense des droits des femmes. La lutte féministe ouvre enfin le débat sur l'Islam et la laïcité.

La manifestation de mars 1989 constitue le point de départ d'un affrontement déclaré entre les féministes et les intégristes dont la virulence à l'encontre des femmes ne gênera jamais vraiment ni le pouvoir, ni d'ailleurs les leaders des partis d'opposition.

La question féminine investit l'espace politique, créant l'occasion d'une réflexion sur la citoyenneté en terre d'Islam. Elle interpelle le pouvoir et les partis politiques sur leur projet de société.

A la suite de la manifestation féministe de mars 1990, une contre-manifestation islamiste est organisée, rassemblant un grand nombre de femmes, bien encadrées. Cette contre-manifestation

avait pour objectif de démontrer que le féminisme était largement minoritaire. Mais les militantes islamistes ne sont pas pour autant des femmes muettes et soumises. Elles revendiquent, à travers l'Islam et leur soumission directe à Dieu, sans médiateur, leur émergence en tant qu'individu et une participation à la gestion du pays. Comme les moudjahidates l'avaient fait avant elles en adhérant au discours nationaliste, ces femmes interprètent le projet islamiste qu'elles portent comme le lieu de leur propre émancipation, refusant d'en voir les limites, se laissant bercer par l'utopie et les déclarations d'autant plus démagogiques qu'elle changent de contenu selon qu'elles s'adressent aux femmes ou à la société masculine. La schizophrénie est la même chez les militantes féministes, constamment détournées de leur combat par les "priorités nationales" ou «nationalistes». Si les années 89 et 90 signent la naissance d'un mouvement féministe en Algérie, l'année 1991 est celle de la guerre du



Golfe. Féministes et islamistes mêlées se lèvent contre le bloc des «alliés» pour soutenir le peuple irakien. Le mélange des discours et l'ambiguïté des positions replonge les féministes dans le besoin d'une légitimation de leur lutte pour l'égalité des droits. Amère victoire que celle que les femmes remportent, cette même année, contre le vote par procuration, car elle prouve si besoin était, que le pouvoir ne leur cède que ce qui peut lui servir sur le plan politique.

FÉMINISME ET NATIONALISME

A partir de 1992, si les femmes résistent au quotidien face au projet intégriste, si elles continuent à dénoncer la misogynie du pouvoir, celles qui tentent d'intervenir dans le champ politique se sentent obligées de réintégrer le discours de défense de la patrie. La confusion est à son comble,

1830 : La conquête française.
 1848 : La II^e République crée en Algérie trois départements.
 1861 : Code de l'indigénat. C'est le refus d'accorder les droits de citoyens français aux Algériens.
 1912 : Les Algériens sont astreints au service militaire.
 Fin de la première Guerre mondiale, émigration de 100 000 Algériens en France pour assurer la reconstruction. En 1929, ils sont renvoyés en Algérie.
 1926 : Création au sein de l'émigration en Algérie de la première organisation nationaliste : l'Etoile Nord Africaine.
 1944 : Création par Ferhat Abbas des Amis du manifeste et de la liberté : contre l'assimilation et pour un Etat algérien autonome.
 1945 : Répression des premières manifestations pour l'indépendance : 45 000 morts à Sétif, Khenata et Guelma.
 1946 : Création par Messali Hadj du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques.
 1954 : Se crée le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action qui décide de déclencher la lutte armée.
 1^{er} nov. 54 : La Toussaint rouge. La guerre sera menée par le FLN issu du CRVA.
 1957 : La bataille d'Alger montre l'émergence des femmes dans la guerre.
 1961 : Manifestation des Algériens à Paris. La répression est sanglante.
 1962 : Les accords d'Evian reconnaissent l'Etat algérien.
 3/8/62 : Ben Bella, premier chef d'Etat.
 19/6/65 : Boumediène renverse Ben Bella et est élu Président de la Conférence des pays non alignés. Après la mort de Boumediène, le 27/12/78, le candidat unique du FLN, Chadli Bendjedid est élu président le 7/2/79. A partir des années 1980 : luttes pour la reconnaissance de la culture berbère.
 1984 : Vote du Code de la famille inspirée de la loi islamique.
 Fin des années 80 : Perte de l'hégémonie du FLN, légalisation des partis politiques clandestins, comme le FFQ et le MDA, création entre autres du FIS.
 1990 : Le FIS remporte les élections municipales (54 % contre 28 % au FLN).
 déc. 1991 : Le FIS remporte les élections législatives avec 47,4 % des suffrages et une abstention de 41 %.
 11/1/92 : Démission de Chadli, annulation du deuxième tour des élections et Mohamed Boudiaf (exilé au Maroc) prend la tête du Haut Comité d'Etat et il sera assassiné le 29 juin.
 Depuis 1993, les assassinats se multiplient, le MIA, le GIA et l'AIS multiplient les attentats et le pouvoir réplique de la même manière (30 000 victimes de 92 à 95). A ce jour aucune solution politique n'est en vue.

car elles appellent, pour défendre la démocratie, à résister pour la sauvegarde des valeurs algériennes, alors que ces mêmes valeurs sont utilisées pour les réduire au silence. Elles sont sans cesse accusées de remettre en cause ce que d'aucuns considèrent comme les fondements mêmes de la nation algérienne et sont constamment contraintes de prouver leur légitimité et leur fidélité à un nationalisme construit autour de projets autocratiques ou théocratiques. Pour certaines d'entre elles, le féminisme apparaît même comme un élément de zizanie, une idéologie extrémiste et occidentale. Il n'en est pas moins que les revendications d'égalité, d'autonomie, de participation qu'elles expriment sont fondamentalement féministes. Leurs références politiques féminines restent des références qui peuvent aussi bien être utilisées dans un discours du FLN, de l'armée, des islamistes ou d'autres groupes, défendant des projets patriarcaux.

Les femmes sont ainsi écartées de la scène politique sur la base d'arguments pour la plupart nationalistes. Ainsi, Abassi Madani (FIS) déclare : «ces manifestations sont un défi à la conscience du peuple algérien et consacrent le reniement des valeurs d'une nation (...). Ces femmes qui manipulées sont les Eperviers du néo-colonialisme et l'avant-garde de l'agression culturelle». Propos repris quasiment dans des termes identiques par les partisans occidentaux de la «régression féconde» nationaliste, tels messieurs François Burgar ou Bruno Etienne, qui de surcroît laissent entendre que les féministes sont des petites-bourgeoises, défendant des intérêts personnels octroyés par le pouvoir militaire, ce qui implique en plus des colusions et des compromissions de caste.

Instruments du néo-colonialisme, de la répression et de la nomenclature militaire, individualistes et égocentriques, violentes («éradicatrices») et ignorantes ("Vous ne savez pas de quoi vous parlez !") répliquait B. Etienne à l'une d'entre elles il y a peu au cours d'une émission télévisée), tels sont les anathèmes. La question est : que défendent les hommes pour s'acharner si durement contre cette soit disant "poignée d'hystériques", non représentatives qui plus est ?

Baucoup de femmes, devant l'absence de solidarité masculine, ont enfin pris conscience que le nationalisme courant dans lequel elles étaient enfermées comportait une composante sexiste, que «l'urgence nationale» admise n'est toujours pas la condition des femmes et que seule une idéologie claire portant le projet de l'égalité des droits comme premier objectif serait en mesure de garantir la démocratie. Certaines, fatiguées d'être constamment sur la brèche, se sont réfugiées dans une attitude de refus et d'impuissance. D'autres s'ont sornbrent dans une agitation médiatique et un discours dont la schizophrénie est aggravée par l'usage qu'en fait un Occident en quête d'ennemi (l'islam est un bon candidat). Les dernières poursuivent un effort de lutte, à la fois par la réflexion et sur le difficile terrain algérien en essayant de se réapproprier ce féminisme algérien dont le courage et la pugnacité en ont fait une référence à l'échelle internationale et notamment dans le monde arabe. Le rassemblement des femmes à travers et malgré les orientations des partis, pour un combat politique autonome, est

aujourd'hui le défi qu'elles doivent absolument se fixer sous peine d'être encore une fois l'instrument de choix qui ne sont pas les leurs.

L'objectif primordial de cette lutte doit être de plus en plus clairement désigné et énoncé, car l'égalité des droits de tous les citoyens devant la Loi, sans discrimination, est la condition essentielle sans laquelle ni l'Etat de Droit ni la démocratie ne pourront se construire.

Mais, filles de la Guerre d'Indépendance, engluées dans leur attachement à un nationalisme populiste et démagogique, sauront-elles trouver les biais pour faire accepter par tous la remise en cause d'un Etat-Nation qui ne répond pas aux besoins réels des citoyens et de la condamnation d'une idéologie politique importée qui, sous couvert d'Islam, achève de faire perdre son âme à un peuple en désarroi. ■

Baya Benyahia

- (1) "Hezb França." signifie «Parti de la France» en arabe.
- (2) Cheikh Abdelhamid Ben Badis fut dans les années 20 et 30 un des dirigeants de l'Association des oulémas réformistes, une des composantes du mouvement national algérien, favorable à un affranchissement progressif des Algériens de la tutelle coloniale.
- (3) Le Parti du peuple algérien (PPA) naît à Nanterre le 11 mars 1937, à la suite de la dissolution, le 27 janvier 1937, de l'Etoile Nord-africaine (ENA) par le gouvernement de Léon Blum avec l'appui du PCF. L'ENA était le mouvement algérien regroupant le plus d'ouvriers et le plus à gauche de tous. Suite à sa dissolution il prend ses distances sans rompre pour autant avec le mouvement ouvrier.
- Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) est créé en 1946 par Messali Hadj (leader de l'ENA, puis du PPA).
- (4) Le 8 mai 1945, jour de l'armistice, le PPA organise à Sétif et à Guelma des manifestations contre la répression coloniale et pour l'indépendance de l'Algérie. Ces manifestations prennent un tour insurrectionnel dans ces deux villes. On dénombre plusieurs dizaines de milliers de morts côté algérien.
- (5) Chariâ : c'est la loi islamique régissant la société.
- (6) Combattantes pendant la guerre d'Algérie.



L'AFFAIRE "F.R."

Négationnisme et ultra-gauche

Rappel des faits : A la fin des années 70 se crée et survit pendant quelques années l'ultra-gauche : «La guerre sociale», (lié à «La Vielle Taupe»). Elle entraîne ses adhérents, avec Faurisson, dans la négation de l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination nazis. Pourquoi? en quelques mots, par refus de l'antifascisme (abandon des intérêts spécifiques des travailleurs pour se lier à la démocrassouille bourgeoise) et par antisémitisme (la justification de l'Etat d'Israël passe par la Shoah, il n'y a qu'à nier la Shoah pour nier Israël).

Ce courant, ultra minoritaire, évoluera très vite dans la pure et simple propagande des thèses fascistes puisque, actuellement, les librairies «Vielle Taupe» (soi disant ultragauche) et «Ogmios» (nazie) sont étroitement liées.

A relire ce torchon on se rend bien compte que le négationnisme en était le vecteur principal, même si l'on n'y parlait pas que de ça. Mais les articles révisionnistes y étaient non signés tandis que les articles signés traitaient de sujets qui ne tombaient pas sous le coup de la loi.

A deux reprises on trouve dans «la guerre sociale» la signature de «F. Robert» : pour un article sur la Pologne de Jaruzelsky, début 1982, puis fin 82, pour un compte rendu d'une réunion «internationale» tenue à Toulouse, signé «F.R.» On peut penser également qu'il participait en Mars 80 à une réunion sur la revue puisqu'elle mentionne dans son compte rendu un «François» de Lyon.

Pouvait on signer un article «innocent» à côté d'un pensum intitulé «De l'exploitation dans les camps à l'exploitation des camps» sans le savoir? Etre rapporteur d'une réunion interne, être partie prenante de ce groupe et en ignorer le caractère révisionniste?

UN NÉGATIONNISTE DANS LES ANCIENS LOCAUX DE LA GESTAPO...

En 1993 Philippe Videlier, historien, chercheur au CNRS, apprend incidemment que le laboratoire où il travaille, le Centre Pierre Léon, à Lyon, recrute comme historien : «François Robert». Il en alerte immédiatement le responsable du centre... qui ne fait rien. Plusieurs mois passent. «F. R.» ne s'explique pas, ne s'excuse pas et finalement, en octobre, c'est Philippe Videlier qui préfère démissionner, non pas du CNRS, mais du laboratoire de recherche. Il ne veut pas cautionner la présence d'un négationniste dans un lieu hautement symbolique

puisque ce centre est installé dans les anciens locaux de la Gestapo de Lyon.

Malgré toutes ses protestations, reliées au niveau national par plusieurs médias, soutenues par beaucoup d'associations antiracistes et antifascistes... rien ne se passe. Une conférence-débat a lieu en novembre 1994 : «Lyon capitale du négationnisme» connaît un grand succès. Actuellement Philippe Videlier est devenu la victime et François Robert l'accusateur.

Une pétition intitulée «Vigilance» signée par plusieurs grands noms de l'histoire soutient le directeur du centre de recherche (Ah la collaboration entre les mandarins universitaires!) et vilipende le perturbateur, sans pour autant que François Robert se soit expliqué.

Comprenons nous bien! il ne s'agit pas d'une chasse aux sorcières. Tout le monde peut avoir eu des moments de conneries graves à une période de sa vie. Ne nous érigeons pas en donneurs de leçons de morale toujours purs et intègres, jamais susceptibles de se tromper. Mais alors, soit F.R. se tait, ne se fait pas spécialiste de ce que justement il combattait avant, soit il s'explique clairement, dit qu'il s'est trompé et qu'il refuse le négationnisme en histoire.

Car le risque, c'est de voir un «toujours négationniste» être maintenu en place dans la maison où l'on recueille justement la mémoire des victimes.

Philippe Videlier n'en demande pas plus. Il faut le soutenir dans son combat, exiger sa réintégration dans un laboratoire lyonnais (car ses travaux portent sur cette ville et l'on veut maintenant l'exiler à Chambéry) et ne pas laisser «la confrérie des élites» s'auto-soutenir sans réaction alors que l'honneur d'un homme est en jeu.

On peut obtenir les renseignements sur cette affaire en contactant le cercle Marc Bloch (M. Sender, B.P. 3044, 69605 Villeurbanne CEDEX) et dans la revue GOLIATH n°36. ■

Caillou Historique.



L'Alternative Libertaire est l'expression organisée, d'un débat suscité ces dernières années par un certain nombre de militants organisés ou non, du courant libertaire. Actuellement c'est une organisation nationale reposant sur un certain nombre de Collectifs locaux.

NOTRE PROJET :

UNE SOCIÉTÉ ANTI-AUTORITAIRE.

Ce projet peut inspirer des luttes et des revendications immédiates. Il ne prétend pas décrire le futur: c'est la créativité des travailleurs(ses) qui prendra en charge la réalisation, dans le cadre d'un rapport de force et de contraintes matérielles. Ce n'est pas un programme de gouvernement, c'est un projet d'autogouvernement. Il repose sur la démocratie autogestionnaire, c'est :

- L'initiative locale, avec une autonomie maximale de chaque collectivité de base et de chaque citoyen(ne).

- La coordination des activités, sous le contrôle et la direction de la base.

Cette organisation de la société est fédéraliste, c'est-à-dire qu'elle coordonne les activités à l'échelle géographique par unions territoriales et pour la production par fédérations interprofessionnelles. La démocratie est directe. le mandat impératif, le vote majoritaire mais les minorités gardent toute liberté de critique.

Les assemblées deviennent le lieu principal du pouvoir. Elles gèrent la production et dirigent politiquement la société.

Nous proposons une transformation du travail et de la production.

L'entreprise est autogérée, le travail déparcellisé. Le travailleur (se) peut exercer des tâches à la fois manuelles et intellectuelles. La durée du travail d'exécution est réduit de manière à permettre aux travailleurs (ses) d'être "décideurs (ses)" dans l'entreprise, la fédération et sur les grande questions sociales.

COLLECTIF ALTERNATIVE LIBERTAIRE

L'Alternative Libertaire publie sa revue "Alternative Libertaire" BP 177, 75967 Paris CEDEX 20 à l'ordre d'Agora 2000.

la ville habitée occ

Même si l'on peut créer avec rien (une feuille de papier et un stylo) ou à partir de déchets (récup'art) il n'empêche que l'aspect culturel et artistique. C'est le droit à cet espace dans la ville que nous revendiquons.

La crise du logement est la cause principale de la rapidité et de la violence de la régression sociale que nous connaissons. La politique ultra-libérale de ces dernières années a amené ce paradoxe : la présence simultanée des sans-logis, des ma

▶ La vie a besoin d'espace.

▶ La ville est le lieu où nos vies prennent corps.

▶ Ecoles de la citoyenneté au quotidien, les associations se doivent de favoriser l'auto-organisation et la libre expression des individus.

▶ "Si la ville est muette, c'est que la masse des gens qui l'habitent ne parlent plus guère". M. Ragon.

▶ Un cri pour des maux. L'indifférence, la peur de l'autre.

▶ Des mots pour la rencontre, l'échange, la richesse et la diversité.

▶ La ville est muette.

▶ "C'est contre les valeurs d'argent et de profit que se sont constituées initialement les univers littéraires et artistiques." Pierre Bourdieu.



Le groupe rachète l'hôtel St-Jean

l'espace est essentiel dans toute pratique

aujourd'hui.
logés et des logements vides.



L'ESPAGNE et L'EXTRÊME-DROITE... Avec la mort de Franco le 20 nov 1975 disparaît la Falange en terme de pouvoir politique. L'éclatement qui en résulte donne naissance à de nombreux groupes qui se disputent les lambeaux de 40 ans d'une dictature qui n'en finissait pas d'agoniser.

On trouve ainsi dans le champ politique espagnol sans aucune représentation parlementaire plusieurs organisations plus ou moins radicales plus ou moins structurées mais toutes nostalgiques d'un pouvoir hégémonique.

El Frente Nacional (F.N.):

Présidé par Blas Pinar vieux leader nostalgique du franquisme avec comme organe de presse «*Fuerza Nueva*» qui de déconfiture en déconfiture politique essaye d'avoir un influence au sein du «*Partido Popular*» (PP). Son recrutement est essentiellement dans la guardia civil.

Las Juntas Españolas (J.J.EE):

Elles se constituent en 1984 et se présentent aux élections européennes en 1994 sous l'étiquette alternativa Democrata Nacional (ADN). Les J.J.EE et LE F.N se retrouvent dans le syndicat «*Fuerza Nacional de Trabajadores*» (FNT), sa presse «*Juntas*».

Movimiento Social Español (MSE):

C'est un essai de rassembler toute l'extrême droite autour de leur chef Ynestrillas. Il se veut comme le MSI italien capable de rassembler les diverses tendances de l'extrême droite. Il ne s'est pas encore présenté aux élections.

Vanguardia Nacional Revolucionaria (VNR):

Elle fut créé par un groupe de skinheads de la banlieue de Barcelone, ils se sont depuis répandus dans d'autres villes. Au début ils font le service d'ordre des organisations d'extrêmes droites.

En 1992 rejoint par le courant troisième voie avec leur revue «*Tribuna de Europa*» ils militent pour l'unité européenne et un nationalisme régional. Ils se trouvent dans le même réseau européen que "Nouvelle Résistance".

Le Cercle Espagnol des amis de l'Europe (CEDADE):

Le CEDADE est la plus grande maison d'édition néo-nazie en Europe. Créé en 1965 le CEDADE avec sa librairie barcelonaise «*Europa*» s'est toujours fait remarquer par ses publications nazies et révisionnistes. Depuis 1982 elle se développe vers l'extérieur avec un moment culminant lors de la chute du mur de Berlin. Elle édite pour l'Allemagne deux revues "sieg" et "halt". Elle recherche actuellement un rapprochement avec le MSE d'Ynestrillas.

Accion Radical:

Se trouve plutôt implanté à Valence, leur chef Manuel Corduelo Serrano a milité dans les jeunesses falangistes et dans les jeunesses national-socialiste (JNS). Avec des groupes comme «*Resistencia Universitaria*»

URUGUAY

Quelles alternatives à une délocalisation municipale annoncée

En Uruguay, existe la plus ancienne et la plus importante organisation communiste libertaire d'Amérique Latine : La Fédération Anarchiste Uruguayenne, la FAU.

Les militants ont fondé la CNT, en 1964. Pendant la dictature, ils sont entrés dans la clandestinité et, alliés aux Tupamaros, ont combattu la dictature militaire. En 1984, la FAU a pu reprendre ses activités légales.

UN PAYS PARTICULIER...

L'Uruguay est un pays de citoyens. Depuis très longtemps, dans les zones urbaines s'est développé un mouvement social important.

Grâce à l'action de très nombreuses associations, des écoles, des bibliothèques et des athénées populaires ont vu le jour. Les coopératives et les mouvements mutualistes se sont épanouis et sont à l'initiative de centres de santé et de groupes de défense populaire. L'Uruguay compte actuellement plus de 500 coopératives et la confédération Uruguayenne des coopératives regroupe plus de 600 000 adhérents.

Actuellement le socialisme libertaire est la seule force politico-sociale alternative qui s'oppose ouvertement au complexe militaro-industriel et au système en place. Notre objectif est double : résister au pouvoir central et développer les secteurs alternatifs capables de répondre aux besoins des individus. Mais chacun sait, par expérience, que ces actions ne doivent se réaliser ni à la marge ni à l'avant garde des groupes sociaux.

C'est dans ce contexte et en lien avec nos objectifs, qu'il s'agit d'analyser la volonté du maire (P.S) de décentraliser la gestion municipale de Montevideo.

DES PROPOSITIONS QUI NE CHANGENT RIEN

Les projets de Tabaré Vazquez visent à gérer au plus près les intérêts des habitants. Pour cela, la ville de Montevideo a été divisée en 18 centres communaux de zone. Chacun d'entre eux nomme, en assemblée, ses représentants qui, avec le délégué municipal, forment le centre de coordination.

Ainsi, dans les quartiers, travaillent ensemble des délégués de zones et des fonctionnaires municipaux.

Ce système tend à créer un consensus social car il fait appel à l'énergie que représente la participation populaire.

Mais c'est, en fait, une façon de transformer la gestion traditionnelle d'une municipalité par une démocratie représentative.

En effet, grâce à la mise en place de ce découpage, la Municipalité gère la ville à travers le centre de coordination. Celui-ci s'apparente à une institution d'Etat. Il coûte cher à la collectivité, n'a aucune autonomie, et ne peut réaliser les tâches pour lesquelles, théoriquement, il a été mis en place.

Par ailleurs, une bureaucratie sclérosée et pléthorique est apparue. Elle est née du clientélisme et des services rendus aux divers partis qui se sont succédé à la Mairie. De fait, on peut dire que la fonction essentielle des centres communaux de zone est de collecter les impôts...

Il est évident que la multiplication des bureaucraties et la planification répressive centralisée, présentées comme unique solution aux problèmes qui frappent le pays, sont incapables de répondre à la crise.

En ce qui nous concerne, nous pensons que c'est au travers de petites communautés fédérées, appelées cellules de base d'autodéveloppement qu'il est possible de répondre aux nécessités directes des citoyens et d'administrer les problèmes plus généraux de la région et du pays. Pour nous, c'est cela la démocratie directe.

Nous ne devons pas oublier que le système dominant se structure autour de grands ensembles bureaucratiques, étatiques et centralisés. Ils sont à la source d'une oppression économique et d'un contrôle technologique qui ont des conséquences dramatiques sur l'environnement, déchets nucléaires, destruction de la couche d'ozone.

Les regroupements d'autodéveloppement, avec leurs activités alternatives, s'inscrivent dans la recherche d'une survie pour l'ensemble de la société.

Cependant, si le plan du Maire restait fidélité au programme qui est mis actuellement en application, les anarchistes, en tant que contre pouvoir, pourraient participer à ces commissions de quartiers et de zones.

Le problème de la conquête politico-parlementaire de la municipalité traditionnelle resterait entier. Mais, l'action, à travers ces structures, serait, peut-être, le point de départ d'une démocratie directe et réellement participative.

Traduit et adapté de l'espagnol : EL SUD

Ya basta

*Si le fleuve enfle,
c'est parce qu'il pleut depuis des années
dans la montagne*

Décidément, chaque nuit passée au cœur du «CHIAPAS» éveillait en lui bien plus l'envie de réfléchir que de s'endormir... les pensées les plus folles mêlées aux essences de la forêt y brillaient comme des étoiles qui filaient au dessus de sa tête. Quand il se retrouvait là, au milieu de compagnes et de compagnons assoupis, il prenait le temps d'aiguiser ses idées pour ce combat singulier, au rythme des flammes discrètes qui brûlaient son regard... comme autant de nouvelles cités à conquérir et à convaincre avec des mots de la vie plus qu'avec les balles des fusils...

Il pensa tout d'abord aux arbres, à ces milliers d'arbres, survivant eux aussi, branches armées qui les protégeaient déjà depuis bien des saisons ils étaient devenus des amis, garant du silence et pourvus de racines complices qui, depuis des siècles enfouissaient leurs secrets dans des terres rouges... de la couleur de ces gens qui vivaient là, qui l'avaient peu à peu accueilli et partageaient avec lui le peu c'est à dire l'essentiel.

Et cela, les ombres kakis du président Zedillo l'avaient très vite compris, eux qui, dans leurs incursions vers la mort, abattaient sans discernement et les arbres et les gens, ou bien les vendaient aux plus offrants des marchands....

C'est en fuyant et en esquivant ces «conquistadores locaux que les insurgés posaient leurs empreintes fatiguées dans les pas des fantômes du passé – zapatistes eux aussi – sur cette terre convoi-

tée : bois, cacao, et café, canne à sucre, maïs, plantes et fruits d'un travail confisqué, méprisé, sacrifié...jaillis des entrailles d'un pays de légendes indiennes, gaz et pétrole étaient transformés en offrandes servis aux dieux FMI, Etats-Unis par un peuple asservi de Maya, Aztèques, Guarras et méris qui ensemble une nouvelle fois redressaient la tête et apprenaient peu à peu à échanger leurs peurs, leurs différences, leurs espoirs dans un langage devenue commune où les mots «liberté-égalité-solidarité» prenaient enfin un sens : celui de la lutte pour la transformation sociale...

Le jour allait se lever et les rebelles aux «passe-montagnes» portaient maintenant se réapproprier ce qui appartient à tous les humains bien au delà des frontières du Mexique : la dignité.

Un peu courbé par la fatigue de la nuit fermant la marche, celui qu'on appelait «Marcos» souriait de sa pipe en pensant aux étoiles, à ces flammes, à ses arbres, aux idées et à ce vieil Antonio qui disait bien souvent que «si le fleuve enfle, c'est parce qu'il pleut depuis des années dans la montagne»

Et quand il leva les yeux, devant lui, le torrent grondait : ils étaient des milliers de «Marcos» unis dans un cri ...Ya Basta !

(à suivre) PATRICK

Contact: Comité de soutien aux peuples du Chiapas en lutte 33 rue des vignoles 75020 Paris

Groupe de recherche sur l'actualité au Mexique (GRAM).

42 rue d'Avron, 75020 Paris
Et aussi 36 15
Zapara.

A lire : «TLALTIC-PAC» Revue du GRAM ed : Syllepse 42 rue d'Avron 75020 Paris

La revue «Volcans» (qui couvre toute l'Amérique Latine dont le Mexique) 21 ter rue Voltaire 75011 Paris
«Ya Basta! Les insurgés Zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas». Ces textes rassemblent les communiqués de l'EZLN et du sous commandant Marcos, éd. Daporno, Paris 470 p 150 F

A voir et revoir : Le documentaire de Tessa Brissac et Carmen Castillo (diffusé sur ARTE le 8 Mars 1995) La Véridique légende du sous-commandant Marcos.

BIENTOT LE RETOUR DU CAPITALISME A VISAGE HUMAIN



ils publient une revue du nom de «Bandera Negra».

Falange Espagnole de la JONS :

C'est une scission de la phalange se revendiquant de l'héritage du fascisme national-socialiste de Primo de Rivera sans grande représentation.

L'extrême droite et le mouvement fasciste espagnol malgré sa non représentation parlementaire et son éclatement actuel reste l'un des plus importants d'Europe.

PAUL DUNORD.

ESPAGNE LIBÉRALE:

Enfin pas tout à fait l'Espagne, ou plus tout à fait l'Espagne. Le parlement de la région autonome de Valence a adopté une mesure en faveur des couples gays et lesbiens, la possibilité d'adopter des enfants. Le collectif LAMBDA (collectif gay) se réjouit de cette disposition au grand regret des nostalgiques conservateurs qui pensent «qu'un couple homosexuel mettra en danger l'orientation sexuelle d'un mineur». Bien que les unions entre homosexuels ne soient pas encore reconnues par le code civil espagnol, cette ordonnance devance et de loin nos très libéraux pays Sardinaves.

HONGRIE :

Même topo, les homosexuels ont les droits au mariage reconnus par la cour constitutionnelle de Budapest. Le Nord, le Sud, l'Est, nous sommes encerclés par la dépravation, mais que fait le Pape.

SOMMET SOCIAL À COPENHAGUE.

Quelques chiffres:

En vingt ans le PIB mondial a doublé.

17 millions de chômeurs aujourd'hui en Europe vingt millions demain.

1 milliard d'habitants de la planète vivent avec moins de 1 dollar par jour.

Le sud compte trois fois plus de pauvres qu'à l'époque coloniale et la mise en place par le libéralisme des plans d'aide au développement.

Depuis 1960 les pauvres de la planète sont devenus soixante fois plus pauvres.

La question posée est ne faut il pas changer de mode de croissance si celui ci ne peut et ne fait qu'engendrer plus de chômeurs plus de pauvreté. Deux thèses s'affrontent l'une tenu par l'industriel libéral DAVID DE PURY «ouverture des marchés, déréglementation et nouvelles technologies sont les clés de la lutte contre le chômage et la pauvreté», l'autre par RICARDO PETRELLA, de la commission européenne «il faut donner de nouveaux objectifs à la croissance, mettre en place une logique de coopération et non de compétition mondiale». On peut avancer sans se tromper que se sont les deux mamelles d'une même voracité tant que les personnes concernés ne prendrons pas part aux débats qui bouleversent la fin de ce siècle comme ce fut le cas au début du siècle.

Les Rosemary's babies

La chanson à Toulouse ce n'est pas que Nougaro, il existe aussi une scène alternative avec des groupes qui concilient rock et engagement.

Les Rosemary's Babies sont de ceux-là.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE : Depuis combien de temps existe le groupe?

R.B : Le groupe existe depuis le 5 novembre 1988 vers 22 h 30. C'est bien sûr la date de notre premier concert à la «Voie 12» à Toulouse.

A.L : Composé par qui?

R.B : Les Rosemary's Babies sont : El Rubio de la Ganaderia de Santender, responsable des affaires équestres, chansons sous la douche et batterie.

Karol Krigkstajn, directeur des recherches étymologiques et héraldiques, chansons ethniques et basse.

Eric Ivan «le chien fou», commissaire aux chaussures ostentatoires, chansons enragées et milliard d'instruments à cordes.

A.L : combien de disques à votre actif ?

R.B : Nous avons jusqu'à l'heure actuelle réalisé deux albums : Lutte de classe (Boucherie production) en 1991, Malin plaisir en 1993.

Avant cela, nous avons figuré sur bon nombre de compilations telles que «Une certaine conviction» produite par le studio Maria Et à Toulouse, «la relève» et «Ma grand mère est un rocker» de Boucherie production, un 45t produit par «Abus Dangereux» et un autre en compagnie du groupe franco-suédois «Amplifiki» produit par Eurokka, association espéranto-rock.

A.L : Vous auto-produisez-vous ou faites-vous partie d'une maison de disques?

R.B : Aucun de ces albums n'est auto-produit, chacun a été dans un label indépendant, le second plus indépendant que tout, d'ailleurs, et surtout très toulousain.

A.L : Qui prend les décisions dans le groupe?

R.B : Les décisions sont prises dans le groupe à l'unanimité. Divers partenaires (manager, sonorisateur, petites amies, etc...) ont un rôle consultatif non-négligeable.

A.L : Vous chantez en français, en espagnol, en russe, mais aussi en Espéranto... pour quel ce choix de l'espéranto, langue universelle?

R.B. Nous chantons (sur disque, par ordre d'apparition chronologique) en français, serbo-croate, yiddish, italien, espéranto, espagnol, arabe, anglais, et polonais, avec la participation des idiomes suivant : sorabe, hébreu, japonais, turc, latin, russe, allemand, indonésien, macédonien (en effet nous déclinons la phrase suivante «Salut à tous les bébés du monde» en 16 langues sur notre deuxième

disque). Il est à noter, pour finir cette énumération fastidieuse, que deux de nos dernières compositions sont en allemand (100%) et en russe (40%). Mais cependant c'est à l'Espéranto que notre préférence va, par idéal internationaliste, pour soutenir ce projet de plus en plus vivant de langue neutre de communication entre les hommes. On ne peut pas, sans avoir au moins une fois «rencontré» l'Espéranto, se douter de ce que cette langue a de fantastique comme outil pour communiquer avec des étrangers, pour exprimer des tas de choses qu'il est impossible de faire dans sa propre langue, aussi riche soit elle. Je pense bien sûr à l'Occitan, qui comporte quatre fois plus de mots de vocabulaire que le français par exemple. Un de nous est d'ailleurs enseignant d'espéranto à Toulouse et participe activement à des manifestations dans ce but (interview sur canal plus le 21 septembre dernier à l'émission «La grande famille de Michel Field»).

A.L : Dans vos textes, vous citez Makhno, la Révolution espagnole... le drapeau noir lui même fait incursion sur scène. Vous sentez vous proche du mouvement libertaire aujourd'hui?

R.B : Est-ce que le mot «aujourd'hui» est le mot-clef de la question?. Il est évident, par ce que tu viens de citer, que nos sensibilités politiques penchent de ce côté là, musiciens et mêmes techniciens. Par contre, même si l'un de nous a été membre de la C.N.T. à la fin des années 80, nous ne nous sentons pas une âme de militant. Notre boulot est de faire des chansons, de ne pas cacher nos opinions, de faire allusion à ces choses qui nous sont chères (on peut y ajouter le front populaire et la guerre d'Algérie) avec l'espoir que certaines personnes, je pense aux plus jeunes de notre public, aient l'idée de s'intéresser à ces périodes-là parce que des gens comme nous, tous simplement en ont reparlé, et qu'ils se fassent leur propre opinion. Le mouvement libertaire aujourd'hui nous est un peu éloigné. Il semble végéter un peu, bien que par exemple la C.N.T. toulousaine possède des nouveaux éléments jeunes et dynamiques non sans intérêt, qui peuvent apporter des idées novatrices.

A.L : Vous participez souvent à des concerts de soutien... soutien anti fasciste à «Ras le Front», soutien antimilitariste au C.O.T.(collectif des Objecteurs Tamals). Quels sont les thèmes qui vous touchent le plus actuellement et vous donnent l'envie de vous mobiliser?

R.B : Les thèmes qui nous touchent le plus actuellement sont : le manque de dialogue entre le monde musulman et l'occident, chacun se replie derrière des lieux communs, et amalgamation qui démocratie et impérialisme, qui islam et intégrisme; le nationalisme dans ce qu'il a de plus quotidien et de vicieux, sa banalisation involontaire qui passe par des phrases telles que «l'alphabet comporte 26 lettres, les Champs Elysée sont la plus belle avenue du monde, on ne peut pas accueillir toute la misère de monde»; l'information spectacle. Je cite un exemple très concret : alors que les Serbes de Bosnie utilisent du napalm 'tiens, ça rappelle quelque chose) contre les civils musulmans, que la Croatie menace d'intervenir dans le conflit à cause de la poche de Bihac, que certains pays ont demandé à l'O.T.A.N. de bombarder les positions serbes qui violent la zone de sécurité, que la tension est à son comble, les journaux télévisés de la Une et de la Deux font leur titre principal sur la route du rhum (plus de cinq minutes). La Bosnie une phrase sur TF1, deux phrases sur F2. Je n'ai pas regardé le journal de F3, selon toute logique il ont dû y consacrer trois phrases. Je ne parle pas de la crise qui a suivi, il y a quelques mois l'attentat à la bombe en Allemagne contre une synagogue, qui a été suivi d'un vif échange de propos entre le porte parole de la communauté juive et le président du parti d'extrême droite Die Republikaner, ce qui a fini en procès très chaud où de simples citoyens allemands se sont portés partie civile contre le nazillon en question. Eh bien ce genre de sujet est tout bonnement occulté par les JT français, comme s'il s'agissait d'affaires ne nous regardant pas.

Par contre, les sujets magazines à la Pierre Bonte sur la chasse à la palombe dans la France profonde, les aventures épiques des dessous du football français, ça on y a droit.

A.L : Avez-vous déjà pris part à des partis politiques, ou joué en soutien à l'un des ces partis ?

R.B : Nous n'avons jamais pris position pour des partis politiques, mais nous avons joué pour certains, ce qui n'est pas du tout pareil, je tiens à le préciser, qui sont : le PS, le PC, les Verts, Lutte Ouvrière. Aucun de ces concerts n'a été fait à titre gratuit.

A.L : Quels sont les rapports que vous entretenez avec les autres groupes, musiciens, chanteurs? Y a t il une solidarité, une envie de travailler, d'échanger, de lutter avec ceux-ci?

R.B : Bien qu'il y ait une solidarité avec les autres musiciens, et quant on se rencontre, dans les loges à l'occasion de concerts, ou dans d'autres endroits, on se raconte des histoires de musiciens. C'est un peu comme les employés d'une usine quant ils sont assis à côté à la cantine le midi, ils se racontent leurs problèmes, leurs espoirs, leurs joies, ils commentent leur chou-fleur vinaigrette. Au moins on sait qu'on se comprend.

Les sujets sont souvent les mêmes : les endroits des concerts, comment y est le

intermittents du spectacle

Et pour le troisième tour, il faut s'inscrire ?

Prologue : Comme pour tous les autres travailleurs de l'industrie, de l'agriculture, du social, des services publics, etc. devenus chômeurs ou précaires, il fallait un prétexte solide, éprouvé par le temps et qui surtout culpabilise ses propres victimes : un prétexte devenu raison, résumée en une formule expiatoire, teintée à la fois d'effroi, d'obscurantisme et de fatalisme : « la crise économique »

1^{er} Acte : ... et tandis que les profits profitaient aux spéculateurs qui spéculaient à la bourse qui s'enflait des inégalités qui s'accroissaient, « on » se mit à grignoter tranquillement les quelques acquis sociaux d'une catégorie plutôt méconnue : les intermittents du spectacle... une palette d'artistes et autres techniciens du spectacle qui osent prétendre qu'il existerait une autre forme de vie et de rencontres que devant son poste de télévision (où travaillent d'ailleurs de nombreux intermittents!) ; dans des salles de spectacle pas vraiment spectaculaires, sur des scènes pas toujours officielles, simplement parfois au coin de rues et de places où passe le temps des gens...

2^e Acte : - Alors, comme ils bénéficiaient du chômage pour les jours difficiles et intermittents, « on » leur réduisit leurs droits, leurs indemnités pour leur couper les ailes, pour les cantonner aux petits rôles de « vrai » chômeurs...

— « on » diminua les subventions aux compagnies et aux groupes qui faisaient partager leur art dans les banlieues, les écoles, les campagnes afin qu'ils deviennent moins nombreux à produire des spectacles et que ces spectacles deviennent ainsi de plus en plus chers en direction d'un public « élu » de plus en plus restreint venu des centres villes ou des communes riches : c'est ce qu'on appelait la loi du marché...

Et comme cela ne « leur » suffisait pas, « on » voulut les contraindre à se munir d'une licence commerciale, les assimilant à des entreprises marchandes qui se devraient d'être rentables... Alors que ceux ci avaient pour la plupart vendu leurs spectacles à perte afin que tout un chacun puisse y avoir accès comme se doit de le faire tout SERVICE PUBLIC...

Cette « licence » d'entrepreneur de spectacles pris sa source en 1943 sous Pétain et traversa sans peine les époques : elle est en fait et comme le souhaitait son fondateur, une autorisation administrative d'exercer, c'est à dire une possibilité supplémentaire pour les « on » (l'Etat, le Patronat et certains syndicats!) de réprimer et de censurer.

3^e Acte : Alors, des travailleurs du spectacle, des compagnies du spectacle vivant se rencontrèrent*, se fédérèrent*, s'organisèrent et décidèrent (et pas

Qu'est ce qu'un intermittent du spectacle? une) comédien(ne), danseur(e), musicien(e), technicien(ne) du spectacle et de l'audiovisuel qui peut justifier de 43 cachets (de 1.2 h) dans l'année ou 507 h de travail.

Comme la plupart des travailleurs, les intermittents du spectacle cotisent à FURSA-SAF aux caisses de sécurité sociale et de retraite complémentaire, aux ASSEDIAC : en échange de son travail, du montant des cachets déclarés et des charges venées, les intermittents perçoivent des indemnités chômage quand ils n'ont pas de travail et ce dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle.

A savoir aussi:

Un artiste sur deux n'aurait pas la possibilité d'obtenir le statut d'intermittent du spectacle... beaucoup d'employeurs (dont certaines grosses municipalités) ne sont pas à jour de leurs paiements des charges sociales des gens qu'ils emploient... par intermittence

trop tard!) qu'on ne les y reprendrait plus!...

Epilogue? : Et comme dans le public, ils croient d'autres révoltes, d'autres cris, d'autres rages, d'autres espoirs, d'autres désirs, d'autres « possibles », ils se mirent à écrire tous ensemble le spectacle de leur vie....

PATRICK

* Fédérations. Fédération nationale des regroupements de compagnies du spectacle vivant : réunions Fédérées, tous les mardi « la mer » 91 route de Fenouillet à Toulouse téléphone: 61.74.62.42.

public, comment y sont les organisateurs, comment on y mange (eh oui), là où il est très agréable de jouer, là où ça l'est moins, la lutte à mains nues quotidienne contre les asse-dics...

A.L. : Etes-vous Intermittents du spectacle? si oui, avez-vous participé et participez-vous à la lutte pour le maintien, voire l'amélioration du statut, régulièrement rogné et de nouveau menacé?

R.B. : Oui nous sommes intermittents du spectacle et nous avons toujours assisté régulièrement aux diverses luttes pour conserver le statut constamment menacé. Nous avons à notre actif deux manifestations dont une où El Rubio avait la jambe dans le plâtre, ainsi qu'une participation à l'occupation du théâtre de la digue. C'est pour nous très important, il s'agit là de défendre notre outil de travail.

A.L. : Les positions des Rosemary's Bables, les concerts de soutien, les textes de vos chansons vous ferment-elles des portes et vous empêchent elles de passer davan-

tage sur les médias (radios, télé)?

R.B. : Non, ça ne nous a jamais jusque là empêché quoi que ce soit. C'est bien dommage.

A.L. : Quels sont vos projets, les thèmes que vous almeriez aborder dans vos prochains titres?

R.B. : On ne le sait pas encore, ça sort tout seul. Peut être quelque chose sur la Chine. On a eu la chance de pouvoir y aller pour y faire deux concerts, l'un à Hong-Kong, l'autre dans la région de Canton, en Chine populaire. Même si cela fut bref, ça nous alimente l'inspiration pour un bon bout de temps.

A.L. : Quels sont les changements politiques, sociaux que vous almeriez voir arriver dans les mois, les années qui viennent.

R.B. : L'emploi de l'Espéranto comme langue officielle de l'Union Européenne (déjà les députés Verts européens l'utilisent au parlement de Strasbourg), le droit de vote aux immigrés, les 30 h hebdomadaires, l'application du traité

de l'Union Européenne, le rejet du traité de l'Union Européenne (eh oui on est partagés).

A.L. : Et pour finir, quelques mots quelques phrases d'une de vos chansons qui vous tiennent particulièrement à cœur et que vous almeriez livrer à ceux qui nous lisent et qui ne vous connaissent pas encore?

Tous kaputt les milliardaires
Leurs viscères aux vers de terre
Leur piscine aux prolétaires
(El Rubio DLGDS)
Mameh, ĝit mir a sztki sztrudl
Agrojsn bisl kugl
lkhdarf a gutn szpritz
(Karol Kriglsztajn)
Nous allons faire la Révolution
A grand coups de biberons
(Eric Ivan, le chien fou)

Propos recueillis par Patrick

Le coquelicot N° 1

LE JOURNAL DES OBJECTEURS n° 134 janvier / février 95 et oui si vous pensiez que 14 ans de socialisme en avaient fini avec l'objection... il y a des erreurs que l'on peut rectifier le n° 10 F l'abonnement 60 F à l'ordre du J.O le R.I.R.E. CCP n°521905 x - NTE R.I.R.E 33 rue Coutellerie 13002 Marseille.

A CONTRE-COURANT, mensuel mulhousien de gauche révolutionnaire, qui poursuit de puis deux ans déjà une campagne sur le vote nul, mais on y trouve aussi dans ce n° de mars un intéressant article sur «après Auschwitz». Le n° 8 F l'abonnement 50 F à l'ordre de : à contre courant B.P 2123 68060 Mulhouse CEDEX.

PLIE EN 4 : n°16 Avril 1995 Magazine SATIRICOPOPULO mensuel Ariégeois qui ose s'intituler «le fanzine sauvage de la terre courage». Des articles sur les élections, mais aussi et surtout des infos sur la région. On y apprend qu'un ours tué en 1895 valait 18 F, une louve pleine 150 F. Ceci peut expliquer que le repeuplement se fait avec des animaux étrangers, on leur applique le droit du sol ou le droit du sang ? (qu'ils ont d'ailleurs déjà versé). Abonnement 50 F/an Chèques à l'ordre de «Lacoluci» 09350 Campagne sur Arize.

DANIEL GUÉRIN, mort en 1988 fut toujours à la recherche d'une critique radicale et globale du capitalisme, et de toutes les sociétés autoritaires et bureaucratiques. La Productions IMAGORA, 20 rue de Bagnolet 75020 Paris (tél : 40.24.16.92) à le projet d'un film vidéo sur la vie de Daniel Guérin : «DANIEL GUERIN, COMBATS DANS LE SIECLE». En juin prochain, une exposition sur l'ensemble de son œuvre lui est consacrée à Paris. Ce film sera un des supports de cette manifestation. Pour aider au financement, soit par l'achat de la cassette (120 F), soit par la participation financière (dons ou prêts) à la production. les chèques, à l'ordre de PRODUCTIONS IMAGORA.

LE REX : Il semblerait qu'à la rentrée de septembre 1995, les cinémas UTOPIA, Le Cratère, REX et ABC de Toulouse s'unissent pour proposer un abonnement unique et toujours bon marché... Belle initiative! Contact: «Les Amis du Rex» 62 rue du Prat Dessus 31830 Plaisance du Touch Tél : 61.07.49.90.

Copinage

Allez-y, vous n'en reviendrez pas

Philippe Val a publié au Cherche-Midi éditeur un recueil de chroniques acides...
Extrait choisi :

La France est un beau pays. Belle campagne, jolis reliefs... Des collines, des cours d'eau, une belle diversité d'arbres, des vaches bien grasses qui paissent dans des champs bien verts, des hameaux où, à la tombée du soir, on peut encore admirer, assis sous un portail, quelques beaux spécimens de fermières qui reviennent de la cueillette des glands, les bras chargés de bouquets, en fredonnant du Patrick Bruel.

Au cours de mes vingt années de tournées avec Patrick Font, il m'a été donné de sillonner en tous sens ce beau pays, dont Joachim du Bellay, en son temps, disait qu'il préférerait le petit Lirée au mont Palatin.

Ah! oui, qu'elle serait belle, la France, si elle n'était atteinte d'une maladie, un mildiou, une lèpre, une teigne, une vérole, une horrible furonculose, une peste qui la dévore: les panneaux publicitaires.

Vous êtes sur la route. Vous dites: Tiens, on arrive bientôt à Tours. C'est beau, Tours. Avec ses maisons blanches en pierres de tuffeaux. Vous vous souvenez avec émotion que c'est la ville de Balzac. D'accord, le maire est atteint d'un mal étrange, comme ces gens qui étouffent en avalant leur langue, sauf que lui, ce n'est pas exactement sa langue qu'il a avalée. Vous voulez savoir ce que c'est? Heu... C'est un organe qui a la forme d'une banane, la taille d'une banane, mais qui n'est pas une banane. Bref, vous arrivez à Tours. Je dis Tours, mais ça pourrait aussi bien être Saint-Brieuc, Montélimar ou Carcassonne. Vingt kilomètres avant d'arriver, vous avez le moral qui commence à dégringoler, parce que vous traversez la zone industrielle. Toute la laideur du monde s'est donné rendez-vous autour de toutes les villes françaises. Au centre, on fait un petit quartier piétonnier de quelques centaines de mètres, avec bacs en ciment pour foutre des géraniums, boutiques de fringues, de godasses et parfumeurs. Un petit machin mignonnet et sans vie, avec petits pavés à l'ancienne, et mort absolue dès la fermeture des boutiques. Des petits centres villes ennuyeux, propres et prétentieux. Mais autour de la ville, les vandales se défoulent. Dédalles de parkings, Monsieur Meuble, Tousalon, parkings, grandes affiches de ventes promotionnelles avec photo pisseuse de Jacques Martin, supermarchés géants, parkings, laideur, laideur, sur des kilomètres, entrepôts, pub géante pour marque d'essence. Mais ça sert à quoi, la pub pour l'essence? Quand le réservoir est vide, on s'arrête, on fait le plein. On n'en a rien à foutre de la marque. Et surtout, on en a marre du Tigre Esso qui nous empêche de voir les clochers de Combray et de Martinville. Marre des panneaux immenses qui vantent le nouveau caméscope qui tient dans la main d'un crétin, mais qui nous empêche de voir avec nos vrais yeux une île sur la Loire. Marre des

panneaux pour machine à laver avec crédit gratuit quand, justement, on est sur la route pour oublier tout le linge sale de l'univers. Fatigués de ces pubs géantes pour slip d'homme, avec le sapin des poils qui descend du nombril vers les deux boules sous vide. Pub encore une fois inutile. Comme toute la pub, d'ailleurs. Quand on n'a plus de slip, on en rachète. La marque, on s'en fout. Ce n'est pas ça qui va faire qu'on va emballer ou non. Il m'est même arrivé de séduire alors que je n'en portais pas. Parfaitement. Même en vrac, on peut plaire aux femmes. Quoi qu'il en soit, depuis plus de vingt ans que je voyage en France, je n'ai jamais pu m'habituer à ce terrorisme esthétique. Mais qui a permis cet affront à la beauté des choses? Comment se fait-il qu'il y ait des gens qui ont le droit de nous imposer de la laideur? Que fout le législateur pour protéger le citoyen contre la mocheté qui pourrit sa vie? L'espace, la vue, le point de vue, c'est à tout le monde. Alors qui se permet de le vendre à monsieur Sony, à monsieur Dim ou à monsieur Shell? Qui autorise les maires des villes à transformer notre espace aérien en pognon? Et qu'attendre des maires alors qu'eux-mêmes, dans nombre de grandes villes, ont fait installer par l'ignoble Decaux, un des grands responsables de l'enlaidissement irrémédiable de Paris, les maires, donc, ont implanté dans leur commune des réseaux d'affichage électronique dont le seul but est de vanter les succès de leur gestion géniale. Ils se payent ainsi, avec les sous de la collectivité, des campagnes électorales à l'année. On appelle ça: dépense de mobilier urbain, et c'est quand même une petite combine bien obscène. Dans le temps, il y avait des hommes-sandwichs, des pauvres gars qui marchaient dans les rues avec des mines de paria, avec une affiche sur le ventre et une sur le dos. Eh bien! Nos villes sont devenues des villes-sandwichs, des villes paria qui gagnent leur vie en vendant leur beauté à des marques de bagnoles ou de lessive.

Il y a une lueur d'espoir, cependant. Dans la seule ville de Nantes, il y avait 2 380 panneaux. Le maire s'est fait engueuler par ses administrés, et il a ordonné le démontage d'un millier de ces cochonneries. A Rennes, même phénomène. 220 panneaux sur 1100 vont être démontés. La résistance s'organise. On dira que c'est une lutte futile. Non. La laideur, c'est le décor de la barbarie. La laideur anesthésie l'intelligence, étouffe insidieusement la joie de vivre, pourrit lentement nos facultés d'émerveillement, nous transforme en carpettes intellectuelles, en mous du bulbe, en grignoteurs de Tranxène.

Publicitaires, il y a quelques années, vous avez enlevé le haut, ce n'était pas mal. Puis vous avez enlevé le bas, c'était mieux. Eh ben, maintenant, enlevez tout et barrez-vous, ce sera parfait. ■

LA MISERE DU MONDE,

SOUS LA DIRECTION DE PIERRE BOURDIEU

Sous la direction de Pierre Bourdieu, une équipe de sociologues s'est consacrée pendant trois ans à comprendre les conditions des formes contemporaines de la misère sociale.

La cité, l'école, le monde des travailleurs sociaux, le monde ouvrier, le sous prolétariat, l'univers des employés, celui des paysans et des artisans, la famille.... Autant d'espaces où se nouent des conflits spécifiques, où s'affirme une souffrance dont la vérité est dite, ici, par ceux qui la vivent.

Cette recherche si prenante, si vive, s'offre dans le même temps comme une véritable recherche politique. Car elle ne néglige pas la recherche des conditions et des causes de la violence politique dont ce peuple est l'objet.

«On comprendra, en lisant ce livre, pourquoi les gens font ce qu'ils font» pourquoi un peuple s'atomise et ce défait.

Le livre s'ouvre sur un précepte spinoziste : «Ne pas déplorer, ne pas rire, ne pas détester, mais comprendre».

Il se termine par une invitation à l'action politique (utilisée pleinement les marges de manœuvres laissées à la liberté). La connaissance scientifique des conditions de la misère et de la violence sociale peut rouvrir l'espace de nouvelles libertés à ceux qui souffrent.

Ce livre propose une autre façon de faire de la politique. Il s'adresse à tous les militants syndicaux, politiques, à toutes les associations et à tous ceux qui veulent comprendre la souffrance telle qu'elle se vit et se dit dans la société française.

Ed du Seuil, février 1993, 960 pages, 160 F.
AMAPOLA

UNE PIEUVRE DANS LA TETE

Pascal Dessaint

Ed. L'incertain

Parfois le quotidien vous pèse, pas toujours de la même façon pour chacun d'entre nous. Des écrivains comme Pascal Dessaint le savent et surtout le sentent. Imaginez Toulouse la rose, Toulouse la belle du Sud devenant le théâtre de scènes où les corps tronqués auraient les cœurs absent ! Un peu désordre pour une ville aux envies de technopoles sans âmes et bien trop aseptisée pour la plupart d'entre nous ! Même les forces de l'ordre en l'occurrence le commissaire Viorel Desbarrat et l'inspecteur Hugues Méliorat n'ont pas toujours l'esprit à ce qu'ils sont sensés découvrir. N'ont ils pas leurs propres énigmes à démanteler ? Viorel Desbarrat serait plutôt du genre ornithologue refoulé, mêlant volontiers l'attente du Milan noir sur la ville à la faute d'un tueur encore en pleine nature.

L'inspecteur Méliorat se débat entre son commissaire farfêlé aux méthodes particulières et son frère vivant avec lui et surtout persuadé d'avoir des pieuvres dans la tête. Tout le monde a ses travers et son lot d'emmerdements, mais Pascal Dessaint vous les distille tout au long des pages, décortique des corps pour mieux vous expliquer que la vie se fendille souvent par manque d'espoir, que le quotidien dérape et que notre société finira par engendrer des êtres désabusés si nous n'y prenons pas garde.

Il y en a quelques uns qui pointent leurs plumes trempées dans l'ancre noire, comme pour souligner les travers de leur contemporains, les leur aussi qui sait ?

Pascal Dessaint en fait partie comme J.-B. Pouy, T. Bénquista ou D. Piccouly (lisez «les larmes du chef» éd. Série noire !) tous ont en commun un attachement sans faille au style d'écriture, à la construction d'un roman où la trame policière ne serait que le prétexte pour tourner en dérision une société qui court à sa perte.

Enfin des romans noirs où les personnages sont construits, pensent et parfois vous sont tellement proches que le frisson vous guette en tournant la page.

Peut être l'avez vous croisé Pascal Dessaint sûrement, lui ne vous a certainement pas oublié.

ROBERTO VAPORETTO.

Quelques dates à retenir pour les amoureux du roman noir :

J.-B. POUY dont parlait Caillou Critique dans le n°0 du Coquelicot, sera à Toulouse le : 11 Mai à la librairie Ombre Blanche. Quant à Pascal Dessaint son prochain roman paraîtra dans la collection «Rivage noir» en fin d'année 1995.

A suivre.....

La rue
et les rôles
les gestes à tout pris
recommencés
comme la fête
again
Euzébe Dessaint
le 05.02.1995

Pour
une bonne lecture
et l'amour égaré
dans nos regards
multiples.
Euzébe Dessaint

Pour le soir
et les soirs
de voyage
vraiment devant
Amérique ou enfer
s'aimer
presque si
l'amour absolu
Euzébe Dessaint

une fin d'après-midi sur le quai de la gare de Dunkerque

Tous ces poèmes et d'autres dans un recueil intitulé : La vie s'allume...il faut réagir
publié par DIRE & LIRE.

122 rue de la Providence 31500 Toulouse
50 F l'exemplaire

Un «canard», comment ça marche?

Vous avez constaté que la liberté de la presse ne s'use que si l'on ne s'en sert pas... Que la plupart des revues existantes sont des catalogues publicitaires entrecoupés de quelques encarts soi-disant journalistiques insignifiants, anecdotiques, voire complaisants ou très courtois vis-à-vis des pouvoirs politiques (donc financiers !) qui les font vivre.

Vous pensez qu'il faut contrecarrer, même avec de faibles moyens une presse d'extrême-droite en expansion inquiétante !...

vous lisez avec intérêt quelques journaux libres, vifs, intelligents !... en rupture avec cette «pensée unique» qui nous endort...

Vous avez vous même mille choses à écrire, à faire partager, à débattre...

Bref, comme nous au Coquelicot vous souhaitez faire FLEURIR une presse - même modeste - critique, constructive, indépendante, combative et alternative.

Pour cela, quelques conseils concernant les démarches administratives : a) Il faut demander au Parquet du Procureur de la République (à Toulouse place du Salin) un formulaire de la déclaration d'intention à paraître qui sera rempli par le Directeur de publication du journal et ce accompagné de timbres fiscaux (pour 1995, d'un montant de 34 F). Un récépissé de déclaration vous sera délivré.

Le Directeur de publication doit «jouir» de ses droits civils et politiques (ce n'est qu'une expression juridique qui peut décevoir ceux qui pensent que le droit de vote conduit à l'orgasme...).

Celui-ci assume les responsabilités civiles et pénales : il doit être majeur.

b) Il faut ensuite envoyer à la Préfecture (31038 Toulouse CEDEX) une déclaration de dépôt d'un périodique en 3 exemplaires (formulaires demandés à la préfecture) accompagnés du premier numéro de votre journal. C'est le dépôt légal.

c) Au moment de la parution de chaque numéro, il vous faudra envoyer 2 exemplaires à la bibliothèque nationale 58 rue de Richelieu Paris 2°

2 exemplaires signés du Directeur de publication au Parquet du Procureur de la République.

1 exemplaire à la Préfecture (service direction de la réglementation).

1 exemplaires à la bibliothèque municipale (rue du Pénigord à Toulouse).

d) Doivent figurer à chaque numéro de votre journal, le titre, le numéro, la périodicité, les dates et le prix du numéro (et de l'abonnement) ainsi que le n° de récépissé délivré par le parquet du Procureur de la République.

e) Il peut y avoir des avantages économiques et fiscaux à demander un numéro de commission paritaire (CPPAP, 69 rue de Varenne 75007 Paris) surtout pour les journaux à tirage conséquent (1.000 exemplaires et plus). (Ce que nous souhaitons au Coquelicot note du claviste).

Quant au contenu, ils vous appartient : alors à vos plumes !

RUESTA, un village d'Aragon pour un tourisme alternatif :

Ce village fut fondé au moyen-âge, et abandonné dans les années 60 lors d'un vaste projet de construction de barrages. Il est situé au bord du plan d'eau dans le nord ouest de l'Aragon. C'est dans le contexte d'une politique de réaménagement et de repeuplement de la montagne, que le gouvernement d'Aragon, a cédé aux associations et aux syndicats pour une durée de 50 ans renouvelable les nombreux villages abandonnés (180). La C.G.T.Espagnole syndicat anarcho-syndicaliste, c'est chargé de remettre en état le village de Ruesta, fort de ses 180 maisons, de son château et de son église du XVII siècle transformé en bibliothèque et bistro associatif. Actuellement un accueil en auberge est possible, une autre est en fin de reconstruction. Pour les amoureux des étoiles et des dos endoloris, il y aussi un camping très bien aménagé. On peut faire du tourisme ou la descente des canyons, la sierra de Guara n'est pas très loin, et y travailler; un coup de main ne sera pas refusé. C'est aussi un lieu de réflexion et d'étude, cette année au mois d'août l'alternative Libertaire propose un rassemblement international d'organisations communiste libertaire autour de divers thèmes.

Contact C.G.T. d'Aragon tél: 19.34.76.908.83.74.14.

LA LUTTE MENÉE PAR AC (Agir ensemble contre le chômage) et d'autres assos pour la gratuité du transports en commun pour les chômeurs, les précaires RRMistes, CES a aboutis ; Par «la gratuité des transports en commun pour les victimes du chômage et de l'exclusion, 7 jours sur 7, sans limitation d'horaire et avec des conditions d'accès à cette gratuité simplifiées, décentralisées et accessibles à tou(te)s».

Cela montre qu'en agissant on peut changer les choses, imposer des mesures d'urgence en ce qui concerne le transports, la réquisition de logements, la transformation des emplois précaires en emplois stables... contact: AC 5 rue du Lt Pélissier 31000 Toulouse.

POURQUOI INTITULER NOTRE JOURNAL « LE COQUELICOT » ?

... Parce que *Le Coquelicot* c'est cette fleur sauvage de couleur noire et rouge qui flétrit dès qu'on l'arrache à sa liberté....

... Parce que les anarchistes espagnols donnaient très souvent à leur enfants des prénoms de fleurs plutôt que des prénoms de «saints» de l'Église, l'éternelle alliée de tous les fascismes...

En Espagnol, coquelicot se dit Amapolá.

Cette rubrique est mise à la disposition de tout un chacun, qui muni d'un appareil photo débusquera les tristesses de nos murs, la poésie des graffitis, mais aussi l'expression directe qui en émane souvent.



Saragosse cet hiver: «Si la taoumachie est un art le cannibalisme est de la gastronomie», nous dit ce graffiteur inconnu mais néanmoins connaisseur, c'est lumineux comme un ciel bleu sans trou d'ozone!

SOMMAIRE

LA VILLE HABITÉE

Un week-end pour la ville habitée p 1

LA VILLE ROSE, SES ÉPINES

Démunis, si pâles p 3

PARLONS-EN

Femmes algériennes et violence politique p 4

ARGUMENTS

Négationnisme et ultra-gauche p 7

PARLONS DES AUTRES

Uruguay : alternatives..... p 10

Zapata p 11

PARLONS EN

Interview de Rosemary's baby p 12

RAPPORT DE FORCES

Intermittents du spectacle p 13

ON BOUQUINE

Val, Bourdieu, Dessaint p 15

BRÈVES

A toutes les pages

SAUVONS LA VALLEE D'ASPE DÉGAGE!!



3,4 & 5 JUIN

VENEZ TOUS DANS LA PLUS BELLE VALLEE DES PYRENEES

RASSEMBLEMENT EUROPEEN LE WEEKEND DE PENTECOTE

EN VALLE D'ASPE

Comité SOMPORT Toulouse
Tél. : 61 23 41 61

Ne pas jeter sur la voie publique

ET PAN SUR LE PISTIL:

La plupart des dessins du n°0 du Coquelicot ont été outrageusement piqués dans l'excellent journal, «Charlie Hebdo». Mais aussi le dessin illustrant l'article sur le Naridel a été honteusement coupé collé sur la revue le «lien social», mensuel toulousain des travailleurs du secteur sanitaire et social.